

**REVISTA CIDOB d'AFERS
INTERNACIONALS 27.**

**Percepción de las amenazas.
Políticas de defensa y seguridad.**

La nouvelle perception des menaces: l'ex-bloc soviétique et la
Yougoslavie.
Jean-Pierre Maury

La nouvelle perception des menaces: l'ex-bloc soviétique et la Yougoslavie

Jean-Pierre Maury*

A la suite des événements de 89, on a jugé que c'en était fini de l'Europe de Yalta, de l'Europe divisée; on a cru que l'Europe de l'histoire allait rejoindre l'Europe de la géographie et on a pensé que désormais le continent était réuni sous les trois figures emblématiques de la paix, de la démocratie et de l'économie de marché. Or, l'évolution des anciens pays communistes révèle crûment les difficultés de la transition, que l'on sousestimait sans doute, à la lumière de l'exemple espagnol. Trois ans plus tard, l'inflation mensuelle à deux chiffres, les chômeurs par millions et la baisse de la production sont les traits les plus marquants de la nouvelle économie; l'insécurité, le trafic des êtres humains, le pouvoir des mafias, ceux de la nouvelle société; et les trois fédérations plurinationales (URSS, Yougoslavie et Tchécoslovaquie) ont explosé, donnant naissance à 22 nouveaux États indépendants, dont trois guerres interétatiques, une demi-douzaine de guerres de sécession et trois guerres pour l'attribution du pouvoir interne ont déjà animé la vie politique.

L'éclatement des fédérations plurinationales peut être considéré comme une nouvelle application du principe des nationalités, mais, comme jadis les États issus de l'ancienne Autriche-Hongrie (dont il est désormais de bon ton de regretter la disparition), les nouveaux États indépendants ne sont guère plus homogènes que ceux dont ils sont issus. Plusieurs crises, provoquées par la révolte de groupes ethniques qui refusent leur statut de minorité, menacent la stabilité voire l'existence de certains d'entre eux. Ainsi, le processus de division n'est peut-être pas terminé: des guerres de sécession ont éclaté dans plusieurs des nouveaux États au lendemain de l'accession à l'indépendance (Croatie, Bosnie, Moldavie, Géorgie);

*Université de Perpignan

en Russie, deux entités ont proclamé leur indépendance (Tchéchénie, Tatarstan); de nombreuses frontières sont contestées, violemment en ex-Yougoslavie ou entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, plus discrètement ailleurs.

Les régimes politiques de plusieurs pays sont encore instables, trois seulement parmi les nouveaux Etats ont été reconnus jusqu'ici dignes de l'admission au Conseil de l'Europe (Lituanie, Slovaquie, Estonie)¹, et l'admission de cette dernière a entraîné une mise en garde de la Russie à propos du sort réservé à la forte minorité d'origine russe. Déjà, dans trois des républiques ex-soviétiques, le président a dû s'enfuir et le conflit pour le pouvoir a provoqué une guerre civile (Géorgie, Tadjikistan et Azerbaïdjan). Ailleurs, redoublant la crise économique, la crise politique perdure, avec des situations de double pouvoir et, notamment en Russie, l'incapacité à mettre en place rapidement de nouvelles institutions.

Cette instabilité de la situation au centre et à l'est de l'Europe contraste fortement avec celle, solide en apparence, qui prévalait jusqu'en 1989. En fait, la disparition du camp socialiste, puis l'effacement de l'empire soviétique ont provoqué dans cette région ce qu'il est convenu d'appeler un vide de sécurité. Et ce vide suscite en Occident tentation et crainte. La tentation, c'est de combler ce vide pour se tailler des zones d'influence, collectives (OTAN, Communauté) ou nationales. La crainte, c'est d'être entraîné dans un conflit, car, de ce vide, surgissent non plus des menaces que l'Alliance atlantique paraissait jusqu'ici capable de maîtriser avec son adversaire/partenaire soviétique, mais des risques qu'il est encore difficile d'appréhender complètement, et dont la guerre qui ensanglante depuis deux ans l'ancienne Yougoslavie nous offre un bon exemple.

Parmi tous les conflits qui ont éclaté en Europe centrale ou dans l'ex-URSS, c'est la situation de l'ancienne fédération yougoslave, et plus particulièrement celle de la Bosnie, qui est en effet la plus grave; c'est de toute manière celle qui a le plus vivement attiré l'attention des médias occidentaux, inquiété l'opinion et mobilisé organisations humanitaires, intellectuels et militants². Il convient donc de se demander pourquoi la tension entre des ethnies qui cohabitaient, moins paisiblement que certains ne le disent, depuis plusieurs siècles dans cette région a pu s'aggraver et conduire à des affrontements aussi violents. Ces événements nous rappellent que la première guerre mondiale a commencé à Sarajévo: la guerre de Bosnie est-elle aussi susceptible de s'étendre à des régions voisines par contagion ou de mettre le feu à toute l'Europe par essaimage? La manière dont le conflit se déroule et dont il est traité par la société internationale incite ainsi à envisager un modèle yougoslave ou bosniaque de conflit qui pourrait être reproduit ailleurs.

LES CAUSES DU CONFLIT YOUGOSLAVE

Le conflit yougoslave a suscité une abondante littérature. Des analyses opposées quant à son origine, aux responsabilités des différents acteurs, aux méthodes employées et aux moyens de règlement ont été proposées dans de nombreux articles parus dans les médias généraux ou spécialisés. L'analyse des causes a provoqué un double débat sur l'origine du "nettoyage ethnique" et sur la nature du régime serbe, mais le rôle des grandes puissances a été certainement décisif dans l'aggravation du conflit entre les trois plus importantes communautés de l'ancienne Yougoslavie: Serbes, Croates et Musulmans.

Le nettoyage ethnique

L'antagonisme entre voisins est fréquent. L'histoire compliquée et sanglante des Balkans a suscité des haines tenaces entre des peuples qui se sont souvent combattus. La longue occupation ottomane, les luttes de libération du XIXe et du début du XXe siècle ont entraîné de nombreux massacres et d'importants déplacements de population, soit que les habitants des zones de combat se soient enfuis, soit que les vainqueurs aient chassé les vaincus. Au cours de son histoire récente, la Yougoslavie fournit de nombreux exemples d'événements dramatiques, dont le génocide organisé par le régime croate des Oustachis fut le plus tragique. Ainsi selon une première explication, répandue, ces vieilles haines, étouffées sous le régime communiste qui exaltait artificiellement la fraternité des peuples, ont resurgi à la fin de celui-ci. Le souvenir des anciens et la crainte de nouveaux massacres ont pu évidemment inciter les membres des divers groupes ethniques à se regrouper et à exclure le voisin, à titre préventif si l'on peut dire, mais ils auraient au contraire pu inciter chacun à la prudence au cours de la période de transition; ainsi le souvenir de la guerre civile a probablement contribué en Espagne au caractère civilisé de l'après-franquisme.

Il est bien entendu vain de récuser ici la notion de groupe ethnique en remarquant que Serbes, Croates et Musulmans parlent la même langue et ne se distinguent pas par l'apparence physique. Il suffit que les intéressés aient conscience d'une différence d'identité appuyée sur une référence religieuse, même lorsque la religion n'est pas pratiquée. La rapidité du processus de désagrégation en Yougoslavie et l'ampleur des tueries ont ainsi permis de développer le concept de "purification" ou de "nettoyage ethnique". Il pourrait s'agir d'une sorte de coutume régionale (on se souvient des massacres de Chio qui inspirèrent Delacroix et contribuèrent à la mobilisation de l'opinion en faveur de l'indépendance de la Grèce) ou d'une idéologie imputable particulièrement au peuple serbe. Un ouvrage publié par trois intellectuels français d'origine croate montre que de nombreux intellectuels ou dirigeants serbes ont souhaité la création d'une grande Serbie, homogène et ethniquement pure, notamment par le départ des "Turcs" ou Slaves islamisés³. Mais, le même travail pourrait être fait pour bien des peuples qui souhaitent ou ont souhaité créer un État et qui craignent d'en être empêchés ou d'être submergés par les groupes étrangers installés sur le territoire revendiqué. Et il est difficile à la littérature serbe sur le sujet d'égaliser celle que l'on a pu rassembler sur le pangermanisme!

En fait, il semble que le débat porte sur l'évolution d'une pratique d'exclusion, jugée "normale" par certains lorsqu'elle se limite à l'expulsion des populations indésirables, mais excessive lorsqu'elle conduit aux tueries que l'on constate aujourd'hui⁴. Alors que pour les Croates c'est la pratique de l'expulsion par les Serbes qui serait à l'origine du "nettoyage ethnique", et elle remonterait à l'insurrection de 1804, l'innovation, selon les Serbes, serait due aux Croates de Pavelic, qui furent les premiers dans la région à recourir au génocide pour s'approprier les territoires convoités. En réalité, sans atteindre la dimension qu'ils prirent durant la seconde guerre mondiale, les massacres ont souvent été liés aux expulsions: bavures, désir de vengeance ou nécessité de terroriser ceux que l'on veut chasser.

Ainsi le "nettoyage ethnique", dans cette acception large d'exclusion et d'expulsion des populations jugées indésirables, n'est pas une innovation et si, pour des raisons historiques, il a été souvent pratiqué dans les Balkans, il l'a été et continue de l'être ailleurs. L'argument développé dans les Balkans a été entendu dans les anciennes colonies, mais il est aussi repris par certains mouvement nationalistes en Europe occidentale: *il faut rétablir la structure ethnique d'un territoire qui a été altérée par la colonisation, l'occupation, les invasions ou les migrations*. Ainsi, à un mouvement de population dans un sens doit correspondre un mouvement en sens contraire: l'expulsion des derniers arrivés, ou de ceux qui sont jugés inassimilables. Outre l'élimination ou le déplacement de groupes ethniques entiers au cours de la seconde guerre mondiale par les Allemands, outre, au lendemain de celle-ci, les déplacements de peuples accusés de collaboration par Staline, on peut identifier de nombreux précédents dans les regroupements, les expulsions ou les échanges de population organisés à la suite de la signature des traités de Trianon ou de Lausanne (l'échange de populations entre la Grèce et la Turquie est le plus notable: 1.350.000 Grecs échangés contre 430.000 Turcs) et déjà à la suite du congrès de Berlin de 1878 (Nich, Dobroudja). Au lendemain de la seconde guerre mondiale, les expulsions furent massives, concernant notamment des Allemands (Prusse orientale, Sudètes, Voïvodine). La fin de la colonisation a été fréquemment accompagnée de la fuite ou de l'expulsion des populations allogènes, même installées depuis plusieurs générations, et de la punition de ceux qui furent ses auxiliaires (pieds-noirs et harkis d'Algérie, asiatiques d'Afrique orientale). Ces mouvements ont été généralement jugés "normaux". Enfin, plus récemment, les Occidentaux n'ont pas condamné les opérations menées à Chypre par la Turquie en 1974, dont le résultat a toutes les chances de durer: l'expulsion des Chypriotes grecs (180.000, soit plus du tiers) au sud de la ligne Attila et le regroupement des musulmans au nord de cette ligne⁵.

En Europe occidentale aussi, on rencontre des problèmes analogues: le refus de la solidarité, appuyé sur des différences linguistiques, peut conduire à la fracture de la Belgique, de l'Espagne ou du Royaume-Uni⁶. La purification ethnique elle-même n'est pas inconnue: comment appeler le regroupement des catholiques et des protestants dans des quartiers de Belfast séparés par des murs et des barbelés, ou la chasse aux pieds-noirs et aux continentaux autorisée en Corse depuis 1975 par le gouvernement français? Faut-il donc condamner le concept de regroupement des populations sur une base ethnique, ou seulement la brutalité

de son application par les Serbes sans l'autorisation des grandes puissances? La volonté d'homogénéiser la population par l'exclusion est liée au développement du nationalisme ethnique, qui désire un État pour cultiver les racines et restaurer l'identité du groupe, et elle s'oppose à la conception républicaine (jacobine) de la nation, d'ailleurs calquée sur les grands mouvements religieux, qui conjugue projet d'avenir, prosélytisme et assimilation.

Le national-communisme

La nature du régime serbe peut aussi expliquer la gravité de la crise. Ainsi les pratiques serbes en Bosnie et les pratiques génocidaires du régime nazi ont été mises en parallèle avec plus ou moins de nuances: une organisation humanitaire française a cru bon d'organiser une campagne de publicité fondée sur le rapprochement Hitler-Milosevic. Plutôt que sur le néofascisme, la plupart des observateurs insistent sur la continuité entre le parti socialiste serbe de Milosevic et la Ligue Communiste dont il est issu; le régime serbe serait alors le "dernier régime communiste d'Europe". Mais il est sans doute plus pertinent de s'intéresser à l'alliance nouée entre les anciens (ou toujours) communistes serbes et les groupes nationalistes (monarchistes souvent) qui ont constitué des milices fort actives dans la conquête des territoires revendiqués par les Serbes, tant en Croatie qu'en Bosnie. C'est ainsi que l'on a pu parler de national-communisme (François Fejtö notamment) ou, comme Edgar Morin, de total-nationalisme⁷. Edgar Morin insiste sur la synthèse réalisée par le régime serbe à partir des restes de l'ancien appareil communiste, de l'idéologie nationaliste, exacerbée par les frustrations consécutives à la sécession croate, et de la machine militaire yougoslave, dont il me paraît pourtant, au vu de ses échecs, surestimer la puissance militaire et le poids politique. La formule désignerait donc un système autoritaire tempéré par l'acceptation de l'économie de marché et d'une certaine opposition politique, le minimum nécessaire pour être accepté ou toléré par la société internationale.

L'analyse de Morin est intéressante à deux titres. Tout d'abord, elle propose à partir de l'exemple serbe une explication globale de l'évolution possible de plusieurs pays ex-communistes, où se réalise le rapprochement entre les nationalistes et les anciens communistes qui ont conservé des positions de pouvoir. En second lieu, elle ouvre la voie à une instrumentalisation des nouveaux clivages apparus en Occident, sur fond de corruption et de rejet de la politique. En effet, le débat sur les grandes questions sociales d'actualité (construction européenne, libre-échange, monnaie, etc.) traverse les clientèles et est occulté par les appareils des partis de gouvernement. Les ruses anciennes ne tiennent plus, alors que l'alliance constante entre socialistes et démocrates-chrétiens qui dirige l'Europe des Douze se heurte au maintien des alliances ou des oppositions traditionnelles dans la plupart des États membres. La dénonciation du "national-communisme" (terme généralement préféré en France), paré de tous les vices puisque héritier à la fois d'Hitler et de Staline, a aussi pour fonction de favoriser la "recomposition" du paysage politique.

En fait, l'Europe de l'Est souffre d'avoir été longtemps partagée entre les trois grands empires russe, germanique et ottoman, qui n'ont pas permis les regroupements constitutifs de nouvelles identités nationales et auxquels les identités ethnico-religieuses ont survécu.

Le yougoslavisme n'a finalement pu effacer les différences perçues par les différents groupes, et c'est sur ces différences que les dirigeants ont pu s'appuyer dès le début du processus de démocratisation, pour agiter la crainte d'une oppression par le groupe majoritaire. Un engrenage fatal devait alors se mettre en mouvement. C'est ainsi que Slovènes et Croates, plus riches, ont craint que le maintien de la Yougoslavie comme espace de solidarité n'entraînant leur spoliation au profit des populations plus pauvres du sud du pays. La démocratisation étant perçue comme un danger plutôt que comme un espoir, la sécession devenait le meilleur moyen d'échapper à ses conséquences. Mais dans la petite Yougoslavie restante s'accroissait la crainte des Musulmans ou des Macédoniens d'être dominés par les Serbes, plus nombreux; eux aussi croyaient alors trouver la solution dans l'indépendance, encouragés par l'attitude de la Communauté Européenne.

Les Serbes au contraire attendaient de la démocratie le fin de la discrimination dont ils se jugeaient victimes selon le fameux *Mémoire de 1986*: dans la Yougoslavie de Tito, "la nation serbe n'a pas obtenu son propre État", contrairement aux Slovènes et aux Croates; son unité est niée par la création des "nationalités Kardelj" (dont la nationalité musulmane reconnue en 1971); et un tiers des Serbes se trouvent dispersés entre quatre des républiques yougoslaves, où ils sont minoritaires et poussés à l'assimilation ou à l'émigration⁸. Le *Mémoire* proclame donc le droit des Serbes à vivre dans un seul État; en cas de sécession des Slovènes et des Croates, les frontières intérieures de la Yougoslavie devaient être révisées conformément au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. La perspective de se retrouver minoritaires dans une Bosnie ou une Croatie indépendantes était, compte tenu du passé, inacceptable pour les Serbes, alors que Franjo Tudjman minimise le génocide et qu'Alija Izetbegovic, se réclamant du panislamisme, annonce que "l'époque de la paix est révolue". Et comment la dispersion des Serbes entre trois ou quatre États indépendants n'aurait-elle pas engendré un puissant mouvement en faveur de l'unité nationale?

Ainsi le choc provoqué par la perspective du passage à la démocratie autorisait toutes les manipulations organisées par les groupes dirigeants issus de la Ligue Communiste Yougoslave en voie de décomposition (en Serbie, mais aussi dans les autres républiques), ainsi que par les groupes activistes ou les bandits-patriotes, sans doute manipulés eux-mêmes et armés par des services étrangers. Les partis ethniques se partageaient l'essentiel des suffrages lors des premières élections libres. Il ne restait plus aux voisins ou aux grandes puissances qu'à provoquer volontairement ou par imprévoyance l'incendie.

Entre les grandes puissances s'effectue alors une redistribution tacite des zones d'influence: -en mai-juin 1991, les États-Unis, la France et le Royaume-Uni sont favorables à l'unité de la Yougoslavie, mais leur engagement ne va pas au-delà de la simple déclaration de principe. Avec la disparition du camp socialiste, la Yougoslavie a perdu l'essentiel de son intérêt stratégique, ainsi que le dit crûment M^{me} Cresson: elle avait jusque-là pour fonction d'empêcher les soviétiques d'accéder à l'Adriatique, or, l'Union soviétique est hors-jeu, et après sa disparition, la diplomatie russe paraît d'abord préoccupée de ne pas contrarier les Américains, qui, eux, ne sont pas fâchés de laisser aux Européens la gestion

de la crise. Au contraire, l'Allemagne⁹, d'emblée favorable à l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie, s'engage avec détermination en faveur du complet démantèlement d'un pays dont elle n'a jamais admis l'existence, et elle entraîne la Communauté dans un conflit qui passera bientôt pour le test de la crédibilité de sa politique.

-au cours de l'été 1991, la France se résigne à l'éclatement de la Yougoslavie. En fait, la préparation du traité d'union européenne, qui devait être signé à Maastricht en décembre, est désormais la priorité de la diplomatie française, elle implique l'élimination des divergences entre les politiques étrangères de la France et de l'Allemagne, c'est-à-dire l'acceptation par la France des objectifs de l'Allemagne dans la zone d'influence que celle-ci s'attribue. La diplomatie française obtient seulement d'habiller son recul: la politique étrangère commune sera conforme au droit... que l'on définira pour l'occasion.

UN MODÈLE YOUGOSLAVE DE CONFLIT

Le déroulement du conflit yougoslave nous offre peut-être un modèle pour l'après-guerre froide. Il nous a permis de constater la faiblesse des instruments diplomatiques de prévention et de règlement des crises en Europe. Les oppositions "ethniques", particulièrement violentes à l'est de l'Europe mais aussi présentes à l'ouest du continent et dont l'expression est libérée par la fin de la division de l'Europe en deux camps, fournissent le prétexte ou l'occasion d'une révision de la carte ou d'une redistribution des zones d'influence. Un nouvel élargissement, un essaimage ou la naissance de conflits de même nature ne peuvent donc être écartés.

La prévention et le règlement des conflits

Les différentes organisations responsables de la sécurité en Europe ont été incapables de prévenir le conflit et, jusqu'ici, de le résoudre. Il faut d'abord noter la faillite de la CSCE, qui n'a pratiquement joué aucun rôle. La création d'un poste de haut commissaire aux minorités nationales est une conséquence mineure de cet échec. L'ONU, elle, a joué un rôle effectif, obtenant le respect du cessez-le-feu en Croatie et un accord pour la création de la FORPRONU, mais en cédant à certaines manipulations médiatiques¹⁰, en accumulant des résolutions et en négligeant le principe d'effectivité pour accueillir les nouveaux États, elle s'est interdit jusqu'ici d'obtenir la paix. Mais était-ce le but des principaux protagonistes? Quant à la Communauté, exprimant le désir de jouer un rôle à ses frontières, elle a pu tester la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) en gestation.

Malgré la négociation vaine de 14 cessez-le-feu en cinq mois, la convocation d'une conférence de paix à La Haye, la création d'une commission d'arbitrage présidée par M. Badinter et plus de 50 déclarations du Conseil, la Communauté qui s'était d'abord prononcée

en faveur de l'intégrité territoriale de la Yougoslavie, ne peut obtenir le respect des accords de Brioni (7 juillet 1991), qu'elle avait parrainés, et au bout de six mois les Européens se prononcent pour la reconnaissance de la Croatie et de la Slovénie. Ces errements contribuant à l'aggravation et à l'extension du conflit, elle doit alors céder le pas à l'ONU. On peut distinguer quatre moments dans l'intervention de la Communauté:

-elle adopte d'emblée le ton humanitaire qu'elle conservera par la suite. L'argument humanitaire permet, dès juillet 1991, de frapper d'illégitimité l'usage de la force, même s'il s'agit de défendre l'unité et l'intégrité de la Yougoslavie. Il interdit à l'armée yougoslave de lutter contre la sécession de la Slovénie et de la Croatie. Les nouveaux États sans être immédiatement reconnus en droit sont donc acceptés en fait: la Slovénie dès la mi-juillet, la Croatie le 18 octobre.

-en octobre, la fermeté de la position allemande l'emporte. La conférence de La Haye sur la paix en Yougoslavie devient alors sans objet et la commission d'arbitrage est chargée d'assurer la couverture juridique de la politique communautaire. Elle déclare dans son avis du 29 novembre 1991 que, puisqu'il y a sécession de fait et que les organes fédéraux ne fonctionnent plus, la Yougoslavie "est engagée dans un processus de dissolution", au profit des six républiques qui la composaient jusqu'ici et non des peuples; elle rejette donc dans son avis n° 2, le 11 janvier 1992, le droit à l'autodétermination pour les populations serbes de Croatie et de Bosnie-Herzégovine¹¹. La Communauté en s'appuyant sur ces avis méconnaît une double réalité: les élections dans les diverses républiques, et notamment en Bosnie, ont montré que la population se reconnaît pour l'essentiel dans des partis ethniques; les frontières des républiques ont été fixées en 1946 en négligeant la répartition des différentes communautés et dans le but manifeste de diviser les Serbes, en outre la Croatie a reçu la quasi totalité du littoral, de Trieste aux bouches de Kotor¹², rendant presque impossible l'accès à la mer d'une Bosnie indépendante, et malaisé celui de la Serbie, même augmentée du Monténégro.

-la reconnaissance de la Slovénie et surtout de la Croatie le 15 janvier 1992 entraîne la division du peuple serbe, puisque selon l'avis n° 3 du 11 janvier 1992 les lignes de démarcation entre les républiques yougoslaves ne "peuvent être modifiées que par accord libre et mutuel", accord que les grandes puissances se sont abstenues de provoquer. Ainsi "les limites antérieures acquièrent le caractère de frontières protégées par le droit international", ce que l'admission aux Nations Unies confirmera. L'avis s'appuie plaisamment sur les alinéas 2 et 4 de l'article 5 de la constitution titiste, ainsi que sur le principe de *l'uti possidetis juris*, en oubliant que celui-ci a été invoqué en Afrique contre les tentatives de sécession (Congo ex-belge, Nigéria) ou de démembrement (Algérie, Afrique du Sud, Sahara), mais n'a jamais été appliqué sans l'accord du gouvernement central, et notamment dans le cas d'une déclaration unilatérale d'indépendance. La pratique coloniale française ou britannique abonde de cas où les frontières ont été modifiées en prévision de l'indépendance¹³. Le seul précédent pertinent, à mon avis, est la dissolution de l'Autriche-Hongrie, où la reconnaissance du droit à l'indépendance d'une nation a été accompagnée

d'un arbitrage sur les frontières, éventuellement appuyé sur la consultation des populations. Le professeur Duverger critique ainsi les fondements juridiques de la décision des Douze, qui "inaugure de façon désastreuse l'union politique": "En droit, il n'est pas admissible de confondre les frontières intérieures entre membres d'une fédération et les frontières internationales entre Etats indépendants. Établies en fonction d'une vie commune dans un même ensemble, les premières reposent sur des arrangements entre conjoints qui doivent être revus en cas de divorce"⁷¹⁴

-la reconnaissance précipitée de la Bosnie (7 avril 1992), contrairement à la pratique internationale respectueuse du principe d'effectivité, entraîne l'extension d'un conflit qui paraissait gelé après la création de la FORPRONU. Pourtant le référendum sur l'indépendance avait montré l'absence de consensus entre les trois ethnies sur la création du nouvel État. L'engagement diplomatique et humanitaire des grandes puissances en faveur des nouveaux États et surtout de la Bosnie se transforme en piège dès lors que les Serbes refusent d'être dispersés entre trois ou quatre États différents et que l'intensité de la guerre s'accroît. La Bosnie étant reconnue et admise à l'ONU, il n'est plus possible de constater simplement qu'elle n'existe pas. Les plans de règlement ne peuvent plus répondre aux questions posées par les belligérants, mais seulement maintenir la fiction d'une Bosnie plurinationale, en espérant que la lassitude des combattants permettra d'atteindre cet objectif.

L'élargissement ou la répétition du conflit

Le risque d'élargissement du conflit yougoslave est fréquemment évoqué, mais sans doute aussi annonce-t-il le développement des antagonismes ethniques dans la nouvelle *Europe des tribus*. La première hypothèse est celle de l'extension du conflit actuel par implication successive des voisins albanais, hongrois, grecs, bulgares ou turcs, qui se jetteraient dans la mêlée. On peut ainsi envisager un soulèvement des Albanais, qui constituent une large majorité de la population du Kosovo, contre l'administration serbe ou en faveur de l'indépendance de la province, ou, à l'inverse, une tentative des Serbes pour expulser les Albanais d'une région qu'ils considèrent comme le berceau de leur nation. La question macédonienne, vieille pomme de discorde entre les peuples de la région, a été ranimée par l'accession à l'indépendance de la Macédoine yougoslave, à laquelle la Grèce refuse l'utilisation d'un nom qu'elle considère comme partie intégrante de son patrimoine. La Bulgarie, qui considère les Slaves macédoniens comme des Bulgares et a participé, avec la Grèce et la Serbie, au partage de la Macédoine historique en 1913, est également concernée. Enfin les Hongrois de Voïvodine pourraient demander la protection de la Hongrie voisine.

La question la plus préoccupante est pourtant celle de la répétition éventuelle de conflits de même nature. Les pays de l'Est, que l'on avait généralement cru voués à la démocratie pluraliste au lendemain du départ des troupes soviétiques, sont-ils menacés par un nouveau type de régime totalitaire permettant aux bureaucrates communistes habillés à l'occidentale de trouver une nouvelle légitimité dans l'idéologie nationaliste ?

Ou bien faut-il s'attendre à des opérations de nettoyage ethnique des différentes minorités de la région ? C'est donc la stabilité de l'Europe et le développement de la démocratie pluraliste qui sont en jeu.

L'alliance entre communistes et nationalistes que l'on rencontre dans plusieurs des pays ex-communistes ne peut se développer et prétendre accéder au pouvoir que lorsque la question nationale devient prépondérante, soit en raison de la présence d'une forte minorité étrangère qui fait peser des craintes sur l'intégrité du territoire (Roumanie, Slovaquie, Macédoine), soit (c'est la situation inverse) lorsque le groupe national est éclaté entre plusieurs États. La première hypothèse est susceptible d'entraîner la violation des droits des personnes n'appartenant pas à la nationalité dominante, incitées à l'assimilation ou au départ, ce qui laisse craindre des migrations importantes (l'ex-URSS compterait ainsi plus de cent millions de personnes résidant en dehors de leur État national). La seconde peut entraîner la remise en cause des frontières existantes. Les principaux groupes nationaux dispersés entre plusieurs États sont ici les Albanais et les Hongrois, mais il s'agit de situations déjà anciennes, remontant aux guerres balkaniques de 1912-1913 ou au Traité de Trianon. En Hongrie comme en Albanie, de toute manière, l'appareil communiste est démantelé. C'est l'irréductibilisme nationaliste qui pourrait trouver dans la situation internationale actuelle une opportunité, mais la priorité pour les groupes dirigeants est à l'intégration dans le système économique mondial plutôt qu'à l'action militaire pour la révision de frontières.

La situation de la Russie est la seule qui ressemble à celle de la Serbie, en raison du tracé défavorable des frontières internes de l'ex-URSS, qui laisse de nombreux Russes à l'extérieur de l'État national, de la présence au coeur de celui-ci de groupes ethniques qui revendiquent l'autonomie ou l'indépendance, enfin de l'importance relative des populations dispersées (pieds-rouges) qu'il est difficile de réintégrer dans l'État national. Du fait de la taille et de l'armement de la Russie, cette situation est évidemment inquiétante, mais on peut penser que le tournant a été pris à la suite du putsch raté d'août 1991, lorsque l'éclatement de la fédération a été organisé dans le consensus, partir de Moscou, avec l'accord du gouvernement russe, alors que la sécession des républiques yougoslaves a été refusée par Belgrade. Ainsi les bureaucrates communistes, hâtivement reconvertis en dirigeants des républiques indépendantes, se gardent bien de soutenir à Moscou l'alliance des communistes et des nationalistes et ils appuient le président Eltsine. L'insécurité identitaire devrait conduire naturellement les groupes minoritaires à se regrouper et à rejoindre leur État national. La Russie peut maintenir son influence grâce à la crise économique (Ukraine), en utilisant les conflits ethniques des nouveaux États (Géorgie, Moldavie) ou la crainte de l'islamisme (Asie centrale), mais l'alternative entre la reconquête des territoires et l'intégration au marché mondial doit être normalement résolue en faveur du deuxième terme. Il n'en demeure pas moins que l'on ne sait aujourd'hui si l'on doit craindre davantage un affaiblissement de la Russie, qui entraînerait de nouvelles sécessions et la décomposition du pays, ou une remontée en puissance qui se traduirait par des interventions destinées à ramener les pays de l'ex-URSS dans sa dépendance.

La disparition de la seconde Yougoslavie rend inéluctable un nouveau partage de la région en zones d'influence. L'Allemagne, poursuivant la Serbie de sa vindicte, demande l'armement des Musulmans, ce qui aggraverait pourtant le caractère sanglant du conflit, critique la Grèce et la Roumanie qui n'appliquent pas l'embargo avec toute la rigueur nécessaire. Ces pays marquent la limite de sa zone d'influence, orthodoxes, ils pourraient s'appuyer sur une Russie qui retrouverait une certaine capacité d'action, au moins diplomatique, en bloquant au Conseil de sécurité les mesures hostiles. Les Grecs redoutent une redistribution des territoires provoquée par une alliance entre les groupes turcs des Balkans (Bulgarie, Thrace), les musulmans de l'ancienne Yougoslavie (Bosnie, Sandjak) et les Albanais (y compris ceux de Macédoine et du Kosovo), appuyée par la Turquie et utilisant l'irrédentisme macédonien.

L'affaiblissement de la Russie pourrait en effet permettre à la Turquie de rétablir son influence sur une partie des territoires perdus depuis trois siècles. Les Russes craignent la constitution d'un axe "de l'Adriatique à la muraille de Chine", qui s'appuierait sur l'Islam et le pan-touranisme. La guerre entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan est l'exemple d'un affrontement indirect entre les deux puissances. Pourtant le potentiel turc reste limité, et en Asie Centrale c'est plutôt l'islamisme militant, soutenu par l'Iran, que la Russie doit affronter (au Tadjikistan après l'Afghanistan) en s'appuyant sur les appareils communistes demeurés en place.

Les États-Unis ne semblent pas décidés à intervenir directement en Yougoslavie, mais ils pourraient choisir de maintenir une posture de menace à l'encontre des Serbes, voire des Croates, afin d'éviter aux Musulmans la défaite militaire. Une telle attitude aurait le triple avantage de préserver l'influence américaine dans les pays musulmans, la cohérence de la politique de reconnaissance de la Bosnie, enfin un motif de zizanie entre les Européens, incapables de régler les problèmes de leur continent.

Les Européens à Helsinki, en 1975, comme les Africains douze ans plus tôt à Addis-Abeba, s'étaient engagés à respecter l'intégrité territoriale des États; c'était l'apogée de la détente entre les deux blocs. On peut constater que cet édifice reposait sur le mur de Berlin dont la disparition a entraîné la fin de l'Europe de Yalta et mis aussitôt en cause l'Europe de Versailles. Les représentations géopolitiques héritées du XIX^e siècle reviennent à la mode: question d'Orient, principe des nationalités, mais aussi pangermanisme, zones d'influence et alliance de revers. On se souvient que si les puissances occidentales n'ont jamais fait la guerre avec l'Allemagne contre la Russie, elles ont souvent utilisé la Russie pour préserver l'équilibre européen contre les puissances germaniques. La crise yougoslave montre clairement que, malgré le volontarisme dont ont fait preuve les membres de la Communauté, les intérêts et les solidarités de la France et du Royaume-Uni ne sont pas ceux de l'Allemagne. La disparition du bloc communiste a limité les raisons d'être du bloc occidental et de la Communauté, qui semblent trouver dans un rôle de gendarme du monde ou de l'Europe un moyen de justifier leur existence. Les procédures de la politique étrangère commune ont été testées avec succès, mais au prix du sang des Yougoslaves.

Effectué au nom de la conception ethnique de la nation, l'unification allemande a inspiré la création de nouveaux États ethniques. L'éclatement de la Yougoslavie a suivi de peu la disparition de la RDA, premier acte d'une remise en cause de l'intégrité territoriale des États européens. Trois risques pèsent sur la nouvelle Europe:

-la déstabilisation interne des nouveaux régimes et des États du centre et de l'Est, en raison du désenchantement des populations qui ne bénéficieraient pas du bien-être qu'elles attendaient, avant même de jouir de la démocratie. Ce n'est pas l'amour de celle-ci, mais la quête effrénée de l'argent et la corruption des élites qui ont conduit les groupes dirigeants de l'Est à saborder le système en place pour s'intégrer au marché mondial¹⁵.

-la montée et l'explosion des intolérances ethniques et religieuses, qui provoquent la désintégration des États et la guerre. Les Balkans, le bloc communiste disparu, sont redevenus une région de front culturel (religieux), où les affrontements de faible intensité sont la norme et la paix l'exception,

-la persistance de l'instabilité, tant que la répartition des zones d'influence entre l'Allemagne, la Russie et la Turquie ou l'Iran ne sera pas fixée, les Américains pouvant juger bon d'arbitrer selon le cas en faveur de l'une ou l'autre de ces puissances ou préférer une précarité qui laisse le jeu ouvert.

Dans une Europe où circulent aujourd'hui quarante monnaies, au lieu d'une douzaine en 1914, et qui compte -de Reykjavik à Bichkek, avec les nouveaux États indépendants et les micro-États qui se sont insérés dans le jeu international- 53 unités, au lieu de 15, dont les quatre empires, avant le congrès de Berlin de 1878, 21 en 1914, 29 dans les années vingt, et 28 en 1950, le trait dominant est la réduction des espaces de solidarité, qui entraîne l'érosion du cadre national comme lieu de décision économique, culturel et surtout social. Alors que le désir d'un État a pour objectif la maîtrise du destin du groupe, l'augmentation du nombre des États a pour conséquence la réduction de la maîtrise du politique sur la vie économique et sociale et la montée en puissance des acteurs non politiques, souvent transnationaux, et singulièrement des mafias. Ainsi, pour les anciens pays communistes, l'apprentissage de l'économie de marché est difficile, la démocratie demeure incertaine et la paix est menacée.

Notes

1. La Tchéquie et la Slovaquie ont été admises au sein du Conseil de l'Europe le 30 juin 1993, quelques jours après le séminaire de Barcelone.
2. La guerre au Tadjikistan a sans doute provoqué des pertes humaines aussi importantes que celle qui se déroule en Bosnie.
3. *"Le nettoyage ethnique", documents historiques sur une idéologie serbe*, rassemblés, traduits et commentés par Mirko Grmek, Marc Gjidara et Neven Simac, Paris, Fayard, 1993.
4. Michel Roux, "A propos de la "purification ethnique" en Bosnie-Herzégovine", *Hérodote*, 67, Paris, 1993, p. 49-60; voir également Florence Hartman, "La genèse du "nettoyage ethnique", *Le Monde*, 30-31 août 1992.

La nouvelle perception des menaces: l'ex-bloc soviétique et la Yougoslavie

5. Voir le récent rapport de M. Cuco sur "La structure démographique des communautés chypriotes", Doc. 6589, Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, Strasbourg, 1992.
6. La transformation de la Belgique en État fédéral paraît n'être qu'une nouvelle étape dans la désagrégation du pays, puisque les Flamands refusent d'assumer le coût du soutien à la Wallonie, plus pauvre, et demandent la scission du système de sécurité sociale ainsi que l'autonomie de la fiscalité. Jordi Pujol, responsable de la riche Catalogne, vient de demander au nom de la "coresponsabilité fiscale" l'attribution d'une partie de l'impôt sur le revenu (15% aujourd'hui, combien demain?) aux Communautés autonomes; l'appauvrissement de l'État espagnol mettrait évidemment en cause sa fonction redistributrice au détriment des régions les plus pauvres.
7. Edgar Morin, "Le surgissement du total-nationalisme", *Le Monde*, 11 mars 1993.
8. La revue *Dialogue* vient de publier en français les trois "textes-clés": le *Mémorandum* de l'académie de Belgrade, la *Déclaration islamique* d'Alija Itzebegovic et *La dérive de la réalité historique* de Franjo Tudjman.
9. La presse autrichienne plus encore que l'allemande, les partis, l'opinion se sont mobilisés en faveur de l'indépendance des deux peuples qui ont naguère fait partie de l'empire austro-hongrois. M.Genscher est devenu le héros de l'indépendance croate, donnant son nom aux "Cafés Genscher". "Danke Deutschland...", proclamait le tube de l'automne 1991 à Zagreb.
10. Des doutes ont été émis quant aux responsables du massacre de la boulangerie qui a permis d'obtenir au Conseil de Sécurité le vote de l'embargo contre la Serbie. La gestion médiatique de la guerre de Bosnie rappelle parfois la manière dont l'agence Hill and Knowlton a "vendu" à l'opinion la guerre contre l'Irak, voir *To sell a war*, documentaire de Neil Dorchety.
11. RGDIP, 1992, 1, p.265-269; voir également l'analyse du professeur Charpentier, *ibid.* z, p. 343-355.
12. "Aucun État n'a une forme aussi singulière" selon Yves Lacoste, voir "La question serbe et la question Allemande", *Hérodote*, 67, 1993, p.11.
13. Depuis la partition de l'Inde jusqu'à la sécession d'Anguilla, en passant par la division du Cameroun occidental. On se souvient que le Conseil constitutionnel français, à la suite de la sécession des Comores, a invoqué le nécessaire "consentement des populations intéressées" afin d'autoriser l'organisation d'un référendum sur le maintien de l'île de Mayotte au sein de la République (*Recueil*, Décision du 30 décembre 1975).
14. Maurice Duverger, "Le virus de la fragmentation", *Le Monde*, 27 décembre 1991.
15. Mais à l'Ouest aussi, les politiciens "ont en commun (...) la banalité de leurs idées et la vénalité de leurs conduites", Fernando Savater (directeur du mensuel espagnol *Claves*), "La morale des hommes politiques", *Le Monde*, 14 avril 1993.